

Si vous avez des difficultés pour visualiser ce message, consultez [la copie web](#)

N° 559 | 25 juin 2024



S'inscrire à la newsletter

ZOOM



Lait et fruits à l'école : l'Union européenne contribue pour proposer des produits de meilleure qualité aux élèves de Guyane



Ce programme européen consiste en l'octroi d'une aide pour la distribution de fruits et légumes, de lait et de certains produits laitiers aux élèves de la maternelle à la terminale, dans les établissements scolaires. Hier, une rencontre organisée par l'ARS a permis aux responsables de la restauration scolaire d'échanger avec des fournisseurs proposant des produits sous signes d'identification de la qualité et de l'origine.

Tous les jours, les cantines scolaires des écoles de Cayenne servent le déjeuner à 5 000 enfants ; le jeudi matin, les élèves de dix-huit classes de CP reçoivent un petit-déjeuner (lait, fruit frais et pain) ; et le vendredi, l'ensemble des élèves reçoit un fruit à la récréation. Hier, comme une trentaine d'autres acteurs de la restauration scolaire en Guyane, Georgette Darivon, responsable de la restauration scolaire à la mairie de Cayenne, a participé à un salon de mise en relation avec les producteurs et les fournisseurs, organisé par l'ARS dans le cadre du programme Lait et fruits à l'école. Grâce aux financements qu'il octroie, ce programme permettrait aux écoles de couvrir une partie de leurs frais, de proposer davantage de produits de qualité ou, comme dans les écoles de Cayenne, d'augmenter le nombre de bénéficiaires du petit-déjeuner.

Le programme Lait et fruits à l'école de l'Union Européenne consiste en l'octroi d'une aide pour la distribution de fruits et légumes, de lait et de certains produits laitiers aux élèves de la maternelle à la terminale, dans les établissements scolaires. L'objectif du programme est de promouvoir des comportements alimentaires plus sains auprès des élèves et d'enrichir leurs connaissances sur les filières et les produits agricoles et agroalimentaires, en particulier sous signes d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO) tels les labels AB, AOC ou Label rouge. En outre, le programme permet aux collectivités de se rapprocher des objectifs de la loi Egalim qui impose à la restauration collective publique d'utiliser davantage de produits durables ou sous signe d'origine et de qualité, de lutter contre le gaspillage alimentaire, de diversifier ses sources de protéines...

Un potentiel de 1 000 tonnes de fruits, légumes et produits laitiers en Guyane



« Le programme européen Lait et fruits à l'école est à ce jour, l'un des seuls dispositifs permettant de financer directement l'achat de fruits, de légumes et de certains produits laitiers de qualité dans les écoles, rappelle l'ARS dans un communiqué. Par manque de connaissance du programme par les professionnels, seulement 20% du budget disponible est utilisé par les cuisines scolaires. Cela signifie que chaque année, plus de 25 millions d'euros ne sont pas mobilisés pour améliorer l'alimentation dans les écoles en France. Le programme finance une portion moyenne de 100 grammes de fruits, légumes frais ou produits laitiers par enfant et par jour de classe. En Guyane, cela pourrait représenter plus de 1 000 tonnes de fruits, de légumes et/ou de produits laitiers en Guyane, si tous les élèves de la maternelle au lycée bénéficiaient d'une distribution quotidienne de ces produits dans le cadre du programme. »

Depuis la fin mai, l'ARS a organisé trois webinaires à destination des établissements du premier degré, du second degré et des fournisseurs potentiels. Une trentaine de représentants des établissements ont également participé à une première rencontre la semaine dernière. Hier, ils ont pu échanger avec des membres de la coopération agricole Biosavane, de la Coopérative de producteurs de fruits et légumes de Guyane (Cop Fleg), du grossiste Midi Caraïbes, de Yana Wassai, de la Solam, de Guymargua restauration et de l'Économat des armées. Plusieurs participants ont indiqué que ce programme leur permettrait de proposer davantage aux enfants, sans impact sur les finances des établissements scolaires.



Outre ces premières rencontres, l'ARS Guyane prévoit la mise en place de nombreuses actions d'information et de communication sur ce dispositif à destination des élus, acheteurs, fournisseurs et grand public. A ce titre, elle a été lauréate de l'appel à projet de FranceAgriMer. Cela permettra d'assurer la promotion du programme Lait et fruits à l'école, de sensibiliser les élèves à une alimentation saine et locale et d'améliorer la connaissance des élèves en matière d'alimentation et de production agricole et agroalimentaire.

Quels produits sont concernés

En matière de lait, de fruits et de légumes, tout ne peut pas être proposé aux élèves dans le cadre du programme Lait et fruits à l'école. Seuls sont éligibles les produits sans ajout de sucre, de sel, de matière grasse et d'édulcorant. En particulier, ne sont pas éligibles les produits transformés,

les féculents et légumineuses, les produits aromatisés et/ou sucrés, les produits servis avec des condiments (sauf jus de citron), les fromages avec ajout d'ingrédients, les fruits à coque.

Produits durables et produits bio : des seuils à atteindre en Guyane

La loi Egalim impose à la restauration collective publique – dont les cantines scolaires – d'utiliser 50 % de produits durables ou sous signe d'origine et de qualité, de lutter contre le gaspillage alimentaire, de diversifier ses sources de protéine. Pour la Guyane, l'objectif est de les atteindre d'ici à 2030 mais avec des seuils à franchir d'ici-là :

- 20 % de produits durables et 5 % de bio en 2025 ;
 - 35 % de produits durables et 10 % de bio en 2028 ;
 - 50 % de produits durables et 20 % de bio en 2030.
-

« Cela permettrait de proposer quelque chose aux enfants »

Mise en lumière par la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19, l'insécurité alimentaire a fait l'objet de plusieurs études, ces dernières années, en Guyane. L'enquête InaCov 2021 a montré que dans l'Ouest guyanais, les enfants avaient une diversité alimentaire insuffisante (64 % des moins de 24 mois, 37 % des enfants de 24 mois). Sur 66 enfants mesurés, 5 souffraient d'émaciation », selon les résultats publiés dans la revue Santé publique.

Avant même la crise sanitaire, une étude de l'hôpital de Cayenne avait établi qu'au moins 14,3 % des personnes interrogées dans l'Île-de-Cayenne étaient en stress alimentaire, c'est-à-dire qu'elles se déclaraient préoccupées quotidiennement par le fait de trouver à manger.

L'étude NutriCampus, menée par le Département Recherche Innovation Santé Publique de l'hôpital de Cayenne, a révélé pour sa part que 50,5 % des étudiants ayant répondu à l'enquête étaient en très faible sécurité alimentaire et 27,7 % en faible sécurité alimentaire. Même s'ils ne sont pas concernés par le programme Lait et fruits à l'école, les étudiants indiquaient manger peu souvent de fruits frais, de légumes et de produits laitiers. Pour expliquer leur faible consommation de fruits et de légumes, ils mettaient en avant leur prix (73 %), le manque de temps pour les cuisiner (61 %) ou encore l'éloignement des commerces (37,2%).

Au lycée agricole de Matiti, à Macouria, on se montre intéressé par les possibilités offertes par le programme Lait et fruits à l'école. « Sur 300 élèves, on estime qu'une centaine reste le ventre vide

toute la journée. » Des collations sont proposées mais le programme pourrait répondre davantage à leurs besoins. Au collège Just-Hyasine, toujours à Macouria, « beaucoup d'enfants ne prennent pas de petit-déjeuner. Ils travaillent toute la journée avec uniquement le repas du midi dans le ventre. » A Saint-Laurent du Maroni, où il n'y a pas de cantine scolaire le midi, « ce programme permettrait de proposer quelque chose aux enfants, qui soit intéressant et pérenne ».



EN BREF

◆ Périnatalité : les trois hôpitaux publics se soutiennent face aux difficultés



Le secteur de la périnatalité connaît des difficultés en raison du manque de professionnels. Cette situation a notamment entraîné la suspension des transferts de futures mamans du Centre Hospitalier de Kourou (CHK) vers le Centre Hospitalier de Cayenne (CHC). Depuis début juin, deux réunions hebdomadaires réunissent la direction des affaires médicales de territoire, les directions des soins, cadres et chefs de services de gynécologie, néonatalogie, pédiatrie et maïeutique des trois hôpitaux, ainsi que le réseau Périnat, sous l'autorité de l'ARS. Les trois établissements ont décidé de se renforcer mutuellement pour passer cette période difficile.

Depuis plusieurs semaines désormais, des gynécologues-obstétriciens du Centre Hospitalier de l'Ouest guyanais (Chog) se rendent au CHK où ils assurent les accouchements, l'orthogénie, la chirurgie gynécologique bénigne, le diagnostic anténatal et les consultations de grossesse (**[lire la Lettre pro du 11 juin](#)**). Cette organisation se poursuivra jusqu'à début juillet et l'arrivée de trois gynécologues à Kourou qui devrait permettre de retrouver une organisation plus proche de la normale.

Des sages-femmes du CHK effectuent le trajet inverse pour renforcer l'hôpital de Saint-Laurent du Maroni. D'autres renforts sont arrivés en Guyane également : la Réserve sanitaire a envoyé cinq sages-femmes au Chog et deux au CHC. Ces effectifs seront maintenus lors de la prochaine rotation, qui interviendra vendredi pour trois semaines. Des sages-femmes et infirmiers de puériculture ont également répondu à l'appel du Pr Olivier Picone et de l'association Actions santé femmes à renforcer la Guyane.

Enfin, le Chog est renforcé depuis la semaine dernière par plusieurs infirmiers de puériculture du CHC. L'hôpital de Saint-Laurent du Maroni a également reçu le soutien de Nathalie Oulhen, infirmière puéricultrice coordinatrice du réseau Périnatal, d'infirmiers de puériculture de la Réserve sanitaire et de Guadeloupe, ainsi que de vacataires libéraux. Cette solidarité entre établissements permet au Chog de maintenir ouverts notamment ses lits de soins intensifs néonataux.

◆ Reprise du Covid-19 : le Paxlovid désormais dans le droit commun



Alors que la circulation du Sars-CoV-2 est repartie à la hausse en Guyane et partout en France, il est utile de rappeler que le Paxlovid est entré dans le droit commun depuis la mi-février. Les patients peuvent donc s'en fournir en pharmacie, sur prescription, et les officinaux sont invités à en commander auprès des grossistes-répartiteurs.

Cet antiviral est homologué pour le traitement du Covid-19 chez l'adulte ne nécessitant pas d'oxygénothérapie et à risque élevé d'évolution vers une forme grave de la maladie. La publication de l'arrêté d'inscription au remboursement des assurés sociaux acte le passage à une prise en charge de droit commun selon le circuit classique d'approvisionnement en ville. Il concerne précisément le traitement des « patients adultes qui ne nécessitent pas de supplémentation en oxygène et qui présentent un risque accru d'évolution vers une forme sévère de la Covid-19, sous réserve de se référer aux recommandations nationales en termes de stratégie d'utilisation des traitements curatifs de la Covid-19 ». Il est à noter que les boîtes du stock d'Etat de Paxlovid encore disponibles en pharmacie sont arrivées à préemption fin février et qu'elles doivent donc

être détruites. Depuis le 25 février, seuls les boîtes commercialisées via les circuits classiques d'approvisionnement du médicament peuvent être distribuées.

En tout état de cause, la reprise de la circulation du Sars-CoV-2 et la circulation concomitante de la grippe nous rappellent l'importance de respecter les gestes barrière, de porter un masque chirurgical en cas d'infection ou en cas de contact avec une personne à risque de forme grave. Il est également possible aux personnes qui le souhaitent de se faire vacciner en ville.

♦ La sixième Lettre Recherche du CHC paraît jeudi



Depuis début 2023, le Centre Hospitalier de Cayenne publie sa Lettre Recherche, afin de faire connaître les travaux de recherche menés en son sein. La sixième sera diffusée jeudi matin. Il y sera notamment question de la recherche sur la santé carcérale, de la traumatologie des armes à feu, du lien entre la prématurité et les épisodes de brumes du Sahara, du cancer du sein, de la dengue sévère... Il est encore temps de s'abonner en cliquant sur le [lien suivant](#).

Il est également possible de consulter les précédentes newsletters sur cette page. <https://www.ghg-guyane.fr/chc/article/61>

♦ Café-débat de l'Erer jeudi



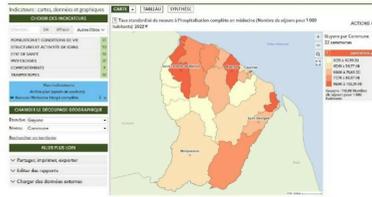
L'espace de réflexion éthique régional, créé en octobre dernier ([lire la Lettre pro du 31 octobre](#)), organise son premier café débat, jeudi à Cayenne.

Il débutera à 18 heures au Café de la Gare. Tiphaine Legendre, coordinatrice du réseau sport santé de Guyane ([lire la Lettre pro du 4 juillet 2023](#)), Céline Mariéma, gérante et monitrice des Ecuries de la pointe Liberté, et Juliette Fruchaux, professeure de danse et psychomotricienne, débattront du thème « Du sport et de l'éthique ».

♦ L'ORSG lance sa plateforme régionale d'indicateurs sanitaires et médicaux sociaux



L'Observatoire Régional de la Santé de Guyane lance PRISME, la Plateforme Régionale d'Indicateurs Sanitaires et Médicosociaux



L'Observatoire régional de la santé de Guyane lance "**Prisme**", la plateforme régionale d'indicateurs sanitaires et médicaux sociaux. « Cet observatoire géostatistique permet d'accéder à de multiples informations en lien avec la santé de l'échelle nationale jusqu'à l'échelle communale, quand l'information est disponible, explique l'ORSG dans un communiqué (...) C'est dans un souci de partage et de valorisation qu'aujourd'hui l'Observatoire régional de la santé de Guyane souhaite favoriser l'accès de ces données à un niveau géographique qui fait sens

pour les acteurs de santé et l'ensemble de la population du territoire via **Prisme**. Au niveau de notre région monodépartementale, les données de santé, lorsqu'elles existent, sont généralement agrégées (niveau régional) et ne permettent pas de rendre compte fidèlement de l'état de santé de la population. L'amélioration et l'accessibilité des données au niveau infrarégional est d'autant plus nécessaire que les collectivités territoriales apparaissent désormais comme un acteur, à part entière, de santé publique. Leur connaissance du terrain, si elle constitue un atout indispensable à la mise en œuvre de politiques territoriales favorables à la santé, doit être conjuguée à une information territorialisée afin d'apporter des réponses mieux adaptées à la réalité des territoires. Prisme répond à cet enjeu et met à disposition les indicateurs de santé au niveau communal permettant d'apprécier les spécificités existantes au sein des communes guyanaises, dont la superficie peut parfois excéder celle d'une région entière en France hexagonale. »

◆ Journées caribéennes de dépistage



« La Guyane est le département français le plus touché par la pandémie VIH avec près de 4000 personnes vivants avec le VIH, rappelle le Corevih Guyane, dans un communiqué diffusé à l'occasion des Journées caribéennes de dépistage, qui ont débuté hier et se poursuivent toute la semaine. On estime que plus de 10% de ces personnes ne connaissent pas leur statut vis-à-vis de l'infection par le VIH. De plus, une modélisation montre qu'il s'écoule environ 3 ans entre la transmission du VIH et son diagnostic. Ces éléments constituent des moteurs importants de l'épidémie en Guyane au travers du risque de transmissions secondaires par des personnes ne connaissant pas encore leur diagnostic ou ayant des difficultés de suivi. On parle de « réservoir caché » pour les personnes ne connaissant pas encore leur diagnostic où l'enjeu du dépistage et du diagnostic précoce de l'infection par le VIH est une cible majeure d'action en santé publique afin de freiner l'épidémie en Guyane. » C'est tout l'objet de ces Journées

caribéennes, qui proposent une offre de dépistage toute la semaine dans différentes communes du territoire.

Aujourd'hui

- Dépistage VIH, VHB, VHC et syphilis, stand d'information et de jeux, maraudes par la Croix-Rouge française, Aides, le Ceggid du Chog et le réseau Kikiwi, au centre Makandra de Mana, de 9 heures à 13h30.
- Dépistage VIH, VHB, VHC et syphilis par Aides dans son local de Maripasoula, de 9 heures à 17 heures.
- Dépistage VIH, VHB et, VHC par Ader, de 8 heures à 13 heures à Tonate et à Soula, à Macouria.
- Dépistage VIH par ID Santé, à la Caz'ID de Saint-Georges, de 8 heures à 16 heures.
- Dépistage VIH, VHB et VHC par Entr'aides, à la plateforme de rétablissement, à Cayenne.

Demain

- Dépistage VIH, VHB, VHC et syphilis, stand d'information et de jeux, maraudes par la Croix-Rouge française, le Ceggid du Chog et le réseau Kikiwi sur la place des Fêtes d'Apatou, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures.
- Dépistage VIH, VHB, VHC et syphilis par Aides, dans ses locaux de Saint-Laurent du Maroni, de 9 heures à 17 heures.
- Dépistage VIH, VHB et VHC par Ader, de 8 heures à 13 heures sur le marché aux légumes de Sinnamary.
- Dépistage VIH par ID Santé, à la Caz'ID de Saint-Georges, de 8 heures à 16 heures.
- Présentation de la campagne Don't punish, par Agrrr, au 32 bis, rue du Lieutenant-Becker à Cayenne de 16 heures à 22 heures.
- Dépistage VIH, VHB et VHC par Entr'aides au LCR de Soula, à Macouria, de 8h30 à 12 heures.

Jeudi

- Dépistage VIH par ID Santé, à la Caz'ID de Saint-Georges, de 8 heures à 16 heures.
- Dépistage VIH, VHB, VHC et syphilis par Aides au RSMA de Saint-Jean à Saint-Laurent du Maroni, de 17h30 à 21 heures.
- Dépistage VIH, VHB et VHC par Ader, de 8 heures à 13 heures au bourg d'Iracoubo et au village de Bellevue.
- Dépistage VIH, VHB, VHC et syphilis par l'Emspec et Aides au CDPS de Grand-Santi de 8h30 à 13 heures et au bourg de 17 heures à 20 heures.
- Dépistage VIH, VHB, VHC par Entr'aides de 14 heures à 17 heures à l'appartement pédagogique de la cité Jacarandas, à Cayenne.

Vendredi

- Dépistage VIH, VHB, VHC et syphilis, stand d'information et de jeux, maraudes par la Croix-Rouge française et le réseau Kikiwi, sur la place de la mairie, à Awala-Yalimapo, de 9 heures à 13h30.
- Dépistage VIH, VHB, VHC et syphilis par Aides, dans ses locaux de Maripasoula, de 9 heures à 17 heures.
- Dépistage VIH, VHB, VHC et syphilis par l'Emspec et Aides au CDPS de Grand-Santi de 8h30 à 13 heures.
- Dépistage VIH, VHB et VHC par Ader, de 8 heures à 17 heures au pôle culturel de Kourou.
- Dépistage VIH par ID Santé, à la Caz'ID de Saint-Georges, de 8 heures à 16 heures.
- Dépistage VIH, VHB et VHC par Daac, ID Santé et l'Emspec, de 7h30 à 12 heures au village Savane de Saint-Georges.

Samedi

- Dépistage VIH, VHB et VHC par Ader, de 8 heures à 12 heures dans ses locaux de Kourou.
- Dépistage VIH, VHB, VHC et syphilis par Aides, au dégrad principal de Maripasoula, de 9 heures à 16h30.
- Dépistage VIH par ID Santé, à la Caz'ID de Saint-Georges, de 8 heures à 16 heures.
- Dépistage VIH, VHB et VHC par Daac, ID Santé et l'Emspec, au village Onozo de Saint-Georges (sous réserves).



■ Le GCS Guyasis travaille à l'interopérabilité entre Médimail et Pandalab



Aujourd'hui, la majorité des professionnels de santé ont besoin d'échanger avec des interlocuteurs externes à leur structure d'exercice, mais estiment que leurs outils ne leur permettent pas de le faire facilement. Dans sa dernière newsletter, le GCS Guyasis indique travailler à une expérimentation afin de « permettre à tous les professionnels de santé de communiquer, même lorsqu'ils utilisent des outils différents, grâce à la mise en œuvre d'une interopérabilité entre les messageries instantanées de santé existantes ».

En Guyane, « nous sommes dans la configuration où les 2 éditeurs composant l'expérimentation équipent nos professionnels. Il s'agit des éditeurs Medimail et Pandalab. La messagerie instantanée du National (Element) pourrait être proposée pour les

professionnels de santé non équipés, explique le GCS Guyasis. A la suite de l'expérimentation, un cahier des charges sera transmis à l'ensemble des éditeurs de solution de messagerie instantanée sécurisée afin que ceux qui le souhaitent s'inscrivent dans la démarche et se mettent en conformité des exigences. »

Le GCS Guyasis invite les professionnels de santé utilisant Pandalab ou Médimail et souhaitant avoir des échanges instantanés entre les deux messageries à lui écrire à supportmss@gcsguyasis.fr afin de les accompagner. Les professionnels de santé souhaitant plus d'informations sur cette expérimentation peuvent lui écrire à cette même adresse.

Actus politiques publiques santé et solidarité

■ Praticiens hospitaliers : la profession continue de se féminiser



Le Centre National de Gestion (CNG) a publié, en fin de semaine dernière, les **statistiques des praticiens hospitaliers (PH) au 1er janvier 2024**. Ces données ne portent donc que sur les praticiens hospitaliers titulaires ou en période probatoire. Le nombre de PH statutaires s'élève désormais à 42 783 à l'échelle nationale, soit une hausse de 13,5 % en dix ans. « En médecine, quatre spécialités se partagent 53,8 % des effectifs

de la discipline : la médecine d'urgence (17,8 %), la médecine générale (13,1 %), l'anesthésie-réanimation (12,9 %) et la pédiatrie (10 %) ; 55 % des chirurgiens se répartissent dans trois spécialités : la gynécologie obstétrique (27,4 %), la chirurgie orthopédique et traumatologique (16,1 %) et la chirurgie viscérale et digestive (11,4 %). » Alors que la moyenne nationale est de 71 PH pour 100 000 habitants, leur densité est de 36 pour 100 000 en Guyane. Elle est respectivement de 73 et 79 en Guadeloupe et Martinique.

« Au 1er janvier 2024, la part des femmes PH représente 55,6 % du corps (elle était de 46,9 % en 2014), avec une féminisation plus élevée en pharmacie (72,3 %) et biologie (67,3 %) et plus faible en chirurgie (36,6 %) et radiologie (48,3 %), poursuit le CNG. Les femmes sont plus nombreuses dans les classes d'âges les plus jeunes mais la répartition entre les sexes s'inverse au-delà de 60 ans (le ratio hommes/femmes atteint même la valeur de 2,2 pour les 65 ans et plus) (...) Les femmes sont plus nombreuses à se positionner dans les premiers échelons de la grille, en lien avec la féminisation par le renouvellement des générations. La part des femmes est de plus de 51 % du 1er au 6e échelon) ; 15,5% des PH sont positionnés sur les trois derniers échelons

(sommets de grille). Les PH hommes bénéficient davantage de ce positionnement (sommets de grille) : 21 % des hommes, contre 11,2 % des femmes. »

Offres d'emploi



- L'Agence régionale de santé recrute son **directeur de la santé publique** (titulaire ou contractuel). [Consulter l'offre et candidater](#) avant le 24 juillet.
- Le commandement de la gendarmerie de Guyane (Comgend) recrute une **secrétaire médicale** (titulaire ou contractuelle). [Consulter l'offre et candidater](#) avant le 31 décembre.
- La Collectivité territoriale recrute une **sage-femme** pour son centre de planification et d'éducation familiale (titulaire ou contractuelle). [Consulter l'offre et candidater](#) avant le 27 septembre.

Agenda

Aujourd'hui

► **Webinaire** avec le Collectif de lutte contre la dénutrition, organisé par l'ARS, à 8 heures [via Teams](#).

*Inscriptions auprès de **Dorothee Alexandre Bihan** à dorothee.alexandre@ars.sante.fr.*

► **Webinaire** de formation à la messagerie Pandalab, organisé par la CPTS centre littoral, à destination de tous les professionnels de santé des territoires de la CCDS et de la CACL, de 20 heures à 21 heures. **S'inscrire avant le 24 juin.**

► Journées caribéennes de dépistage

- Dépistage VIH, VHB, VHC et syphilis, stand d'information et de jeux, maraudes par la Croix-Rouge française, Aides, le Ceggid du Chog et le réseau Kikiwi, au centre Makandra de Mana, de 9 heures à 13h30.
- Dépistage VIH, VHB, VHC et syphilis par Aides dans son local de Maripasoula, de 9 heures à 17 heures.

- Dépistage VIH, VHB et, VHC par Ader, de 8 heures à 13 heures à Tonate et à Soula, à Macouria.
- Dépistage VIH par ID Santé, à la Caz'ID de Saint-Georges, de 8 heures à 16 heures.
- Dépistage VIH, VHB et VHC par Entr'aides, à la plateforme de rétablissement, à Cayenne.

Demain

► **Webinaire** du Coreb sur la prise en charge de la dengue, de 9h30 à 11h15. [Se connecter](#).

► Journées caribéennes de dépistage

- Dépistage VIH, VHB, VHC et syphilis, stand d'information et de jeux, maraudes par la Croix-Rouge française, le Ceggid du Chog et le réseau Kikiwi sur la place des Fêtes d'Apatou, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures.
- Dépistage VIH, VHB, VHC et syphilis par Aides, dans ses locaux de Saint-Laurent du Maroni, de 9 heures à 17 heures.
- Dépistage VIH, VHB et VHC par Ader, de 8 heures à 13 heures sur le marché aux légumes de Sinnamary.
- Dépistage VIH par ID Santé, à la Caz'ID de Saint-Georges, de 8 heures à 16 heures.
- Présentation de la campagne Don't punish, par Agrrr, au 32 bis, rue du Lieutenant-Becker à Cayenne de 16 heures à 22 heures.
- Dépistage VIH, VHB et VHC par Entr'aides au LCR de Soula, à Macouria, de 8h30 à 12 heures.

Jeudi 27 juin

► **Café-débat** « Du sport et de l'éthique » organisé par l'Espace de réflexion éthique régional (Erer) à partir de 17h30 au Café de la gare, à Cayenne.

► **Diffusion** de la sixième Lettre Recherche du CHC. [S'abonner](#).

► Journées caribéennes de dépistage

- Dépistage VIH par ID Santé, à la Caz'ID de Saint-Georges, de 8 heures à 16 heures.
- Dépistage VIH, VHB, VHC et syphilis par Aides au RSMA de Saint-Jean à Saint-Laurent du Maroni, de 17h30 à 21 heures.
- Dépistage VIH, VHB et VHC par Ader, de 8 heures à 13 heures au bourg d'Iracoubo et au village de Bellevue.
- Dépistage VIH, VHB, VHC et syphilis par l'Emspec et Aides au CDPS de Grand-Santi de 8h30 à 13 heures et au bourg de 17 heures à 20 heures.
- Dépistage VIH, VHB, VHC par Entr'aides de 14 heures à 17 heures à l'appartement pédagogique de la cité Jacarandas, à Cayenne.

Vendredi 28 juin

► Journées caribéennes de dépistage

- Dépistage VIH, VHB, VHC et syphilis, stand d'information et de jeux, maraudes par la Croix-Rouge française et le réseau Kikiwi, sur la place de la mairie, à Awala-Yalimapo, de 9 heures à 13h30.
- Dépistage VIH, VHB, VHC et syphilis par Aides, dans ses locaux de Maripasoula, de 9 heures à 17 heures.
- Dépistage VIH, VHB, VHC et syphilis par l'Emspec et Aides au CDPS de Grand-Santi de 8h30 à 13 heures.
- Dépistage VIH, VHB et VHC par Ader, de 8 heures à 17 heures au pôle culturel de Kourou.
- Dépistage VIH par ID Santé, à la Caz'ID de Saint-Georges, de 8 heures à 16 heures.
- Dépistage VIH, VHB et VHC par Daac, ID Santé et l'Emspec, de 7h30 à 12 heures au village Savane de Saint-Georges.

Samedi 29 juin

► **Ouverture de la fenêtre de dépôt** des demandes d'autorisation d'activité de traitement d'insuffisance rénale chronique, soins médicaux et de réadaptation, médecine, soins critiques, cardiologie interventionnelle, chirurgie et neurochirurgie. Jusqu'au 15 septembre. [Consulter le bilan quantitatif de l'offre de soins.](#)

► Journées caribéennes de dépistage

- Dépistage VIH, VHB et VHC par Ader, de 8 heures à 12 heures dans ses locaux de Kourou.
- Dépistage VIH, VHB, VHC et syphilis par Aides, au dégrad principal de Maripasoula, de 9 heures à 16h30.
- Dépistage VIH par ID Santé, à la Caz'ID de Saint-Georges, de 8 heures à 16 heures.
- Dépistage VIH, VHB et VHC par Daac, ID Santé et l'Emspec, au village Onozo de Saint-Georges (sous réserves).

Faites connaître vos événements dans l'agenda de la Lettre pro en écrivant à pierre-yves.carlier@ars.sante.fr

Le message du jour





Consultez tous les numéros de La lettre Pro

Agence régionale de santé Guyane

Directeur de la publication : Dimitri GRYGOWSKI

Conception et rédaction : ARS Guyane Communication

Standard : 05 94 25 49 89



www.guyane.ars.sante.fr

[Cliquez sur ce lien pour vous désabonner](#)